

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Adopté

AMENDEMENT

N° II-CF1180

présenté par

M. Naillet, M. Baptiste, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, Mme Pires Beaune,
Mme Battistel, M. Hajjar, M. Potier et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre
de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 41:, insérer l'article suivant:****Mission « Cohésion des territoires »**

Après le mot :« diminué » la fin de l'article L. 832-3 du code de la construction et de l'habitation est ainsi rédigée :« à hauteur de la réduction de loyer de solidarité définie à l'article L. 442-2-1, pour les ménages qui en sont bénéficiaires. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement des députés Socialistes et apparentés et suggéré par l'USH vise à fixer la diminution de l'APL versée à hauteur de la Réduction de loyer de solidarité (RLS) perçue.

Comme suite au référé de la Cour des Comptes du 22 décembre 2020, il s'agit de simplifier un dispositif peu lisible, complexe et qui induit un coût supplémentaire à la charge des organismes de logements sociaux. Le décalage entre les montants de réduction d'APL et les montants de réduction de loyer qui interviennent concomitamment représente des sommes très petites, de l'ordre d'un euro par mois, mais rend complètement illisible la quittance du locataire, notamment lorsque des opérations de régularisation au titre de plusieurs mois passés doivent intervenir.

La réforme de contemporanéisation multiplie la fréquence de ces régularisations et rend globalement le dispositif de la RLS extrêmement coûteux en gestion, que ce soit pour les caisses qui versent les prestations d'aide au logement ou pour les bailleurs sociaux.